

Note à l'attention de Monsieur le Président de la République.

Christian Quesnot

Présidence de la République (France), 24 octobre 1994

La question de l'invitation du pdt du Rwanda au Sommet de Biarritz est posée (notamment par ceux qui à gauche craignent les réactions des médias – Guy Penne – et par ceux qui les utilisent au mieux pour combattre la politique africaine de la France – organisations humanitaires, parti socialiste).

1° Arguments en faveur d'une invitation du nouveau pdt rwandais

Il faut tourner la page [souligné à la main] et ne pas donner l'impression que la France « boude » après la « victoire » du FPR. Le FPR a gagné, il faut composer avec lui.

Le gouvernement rwandais est paralysé face à la tâche qui est la sienne: reconstruire le pays, réconcilier les Rwandais. Ne pas l'aider c'est augmenter le risque d'une nouvelle guerre ethnique, de nouveaux massacres. [Hubert Védrine ajoute en bas de la page rejoint par une flèche : « Une nouvelle campagne se dessine sur ce sujet : “si cela va mal c'est parce que vous ne les aidez pas” ».]

Sous la pression de la France et des présidents africains présents à Biarritz, les autorités rwandaises devraient faire un effort pour favoriser le retour des réfugiés (2,5 millions).

2° Arguments contre :

Le FPR et le gouvernement rwandais, malgré des déclarations apaisantes, restent très hostiles à la France et peu pressés de nouer les relations avec l'Afrique francophone. Ils n'ont pas manifesté officiellement le souhait d'être présents à Biarritz ; apparemment le PM rwandais, M. Faustin Twagiramungu, est très demandeur, ainsi que le pdt rwandais, M. Pasteur Bizimungu. Mais le vrai « patron », le général Kagame n'est pas demandeur et cherche

des ouvertures du côté des Belges, des Israéliens, des Libyens et des Anglo-Saxons.

La présence du Rwanda à Biarritz risque de « détourner » le sommet et de faire de la crise rwandaise l'unique préoccupation des médias.

Le FPR domine le gvt où les représentants Hutus (pdt et PM) n'ont guère de poids. Or aujourd'hui, la cause du FPR n'apparaît plus aussi pure. Amnesty Intern vient de dénoncer les massacres commis contre des milliers de civils hutus par les troupes du FPR (voir article du Monde).

Enfin, les accords d'Arusha ne sont plus une référence à Kigali. C'est un régime militaire tutsi qui se met en place au Rwanda.

En tout état de cause, nous avons demandé au Quai d'Orsay (qui est hésitant) de nous faire connaître ses recommandations. Quoi qu'il en soit, il ne faudrait pas inviter les Rwandais sans consulter au préalable qqs chefs d'État africains (Diouf, Bongo, Bédié, Compaoré ... sic).[Paragraphe coché dans marge avec « signalé ».]